

Paris, mai 1984

ETHIOPIE: LES AUTRES SINISTRES.

Sous le joug d'une dictature militaire soutenue par l'Union Soviétique, l'Ethiopie est devenue un pays de sinistrés. Dix ans après la révolution qui a mis fin à l'Empire millénaire, les populations se trouvent aux prises avec une famine meurtrière. Au mois de décembre 1983, les autorités Ethiopiennes et des responsables d'organisations internationales ont attiré l'attention de la communauté mondiale sur la grave menace qui pèse sur trois millions de paysans dans plusieurs régions du pays. Avec plus de deux millions de personnes qui ont dû quitter le pays durant ces dernières années, l'Ethiopie détient, avec l'Afghanistan, le triste privilège d'être le plus grand "producteur" de réfugiés au monde. A l'intérieur même de ce pays, près de 2,400.000 personnes dites "déplacées" vivent dans des camps improvisés après avoir été évacuées des zones affectées par les conflits armés qui ravagent le pays.

Mais ces victimes, reconnues et plus ou moins prises en charge par la communauté internationale, ne sont pourtant pas les seules. Il y'en a d'autres dont l'existence n'est contestée par personne mais qui se trouvent, malheureusement, en dehors des circuits officiels de solidarité internationale: Il s'agit de ce que nous appelons les SINISTRES DE LA REPRESSION. Qui sont ils? Comment vivent ils ou plutôt comment survivent-ils?

Il est maintenant établi que la répression politique, religieuse et ethnique qui s'est abattue sur les populations éthiopiennes a jeté ce pays dans une crise sociale, économique, politique et morale sans précédent dans son histoire. Dans ce domaine aussi l'Ethiopie détient de tristes records. D'après les chiffres d'Amnesty International il y a dans ce pays plus de 30.000 prisonniers politiques. Ce chiffre représente plus de 5 fois le nombre total de prisonniers politiques de tous les autres pays d'Afrique réunis.

La torture est à tel point monnaie courante qu'un journaliste du "Monde" a décerné à ce pays, en 1981, le titre de "champion" en ce domaine. Avec il est vrai, un autre lauréat méritant: l'Iran

de l'Ayathola Kommeniye. Des milliers de jeunes ont été exécutés pendant la période dite de "terreur rouge" officiellement lancée le 17 novembre 1977. Depuis, d'autres meurent sur les divers champs de bataille ou sous les bombardements aveugles de villages entiers par les Migs Soviétiques.

Le nombre de ces sinistrés est beaucoup plus élevé que ne le laissent deviner les chiffres avancés par les organisations concernées. Un père de famille en prison, c'est aussi la mère et les enfants, souvent nombreux et en bas âge, qui basculent du jour au lendemain dans le dénuement total. C'est la même misère et angoisse que connaissent les familles de personnes parties précipitamment en exil ou celles des victimes d'exécutions sommaires. A ce chiffre déjà élevé, il faut ajouter une autre catégorie de victimes: celles qu'on appelle en Ethiopie les "HEBOUES" ou les clandestins. En effet, si les habitants des régions limitrophes peuvent échapper à la répression en se réfugiant dans les pays voisins, il en va autrement pour ceux des régions centrales et notamment des habitants des grandes villes. Au lieu de risquer leur vie en essayant d'atteindre les frontières de ce pays quadrillé, (depuis la promulgation d'une loi en avril 1982, toute tentative de fuir le pays est devenue un "crime" passible de la peine capitale.) des centaines de personnes préfèrent tabler sur l'anonymat des grandes villes. Elles mènent ainsi une vie clandestine, coupées de leurs familles, de leur travail et de leurs amis.

Toutes ces victimes ont besoin d'une solidarité et d'un soutien concrets de la part de la communauté internationale, au même titre que les sinistrés de la famine et les réfugiés. Cependant ce travail ne va pas sans problème dans un pays où la terreur est officiellement érigée en système de gouvernement.

En effet, une des multiples dimensions de la répression en Ethiopie est, justement, d'empêcher toute action de solidarité interne ou internationale. Il est vrai que vu l'ampleur de la répression, qui crée des centaines de milliers de victimes directes et indirectes, aucune action ne peut prétendre couvrir et toucher les sinistrés qui se trouvent partout dans le pays. Mais au delà de ce problème posé par l'étendue de la tâche, organiser un minimum de secours concret

et quotidien s'est toujours avéré difficile pour des raisons à la fois politiques et matérielles.

Politiquement, toute assistance aux victimes est interprétée par le régime comme un acte subversif et contre-révolutionnaire. C'est ainsi que les Comités d'aide aux victimes de la répression créés en 1977-78 ont été très vite réprimés et leurs animateurs à leur tour jetés en prison ou exécutés. Obligés d'abandonner ou de continuer dans la discrétion la plus totale avec tous les risques que ceci implique, quelques courageux ont choisi le travail clandestin. C'est ainsi que depuis 1979 des réseaux secrets de solidarité soutenus par quelques organisations humanitaires et des compatriotes à l'étranger, essaient de secourir ces victimes et leurs familles.

Chaque jour ces personnes risquent leur vie et leurs libertés en essayant d'accomplir leur devoir humanitaire. En 1979 et 1980 quelques uns ont payé de leur vie cet engagement. D'autres ont été obligés de prendre le chemin de l'exil.

En plus des problèmes de sécurité et des risques qu'ils assument pleinement, ceux qui continuent ce travail doivent faire face à des problèmes de moyens matériel. La situation de ces victimes de la répression n'est pas moins dramatique que celles que connaissent les sinistrés de la famine ou les réfugiés. On peut même dire qu'elle est plus difficile dans la mesure où ils sont considérés comme des "ennemis du peuple" et traités comme tel. On sait par exemple que les prisonniers ont faim. La règle pénitencière impériale soigneusement conservée par la révolution, exige que les prisonniers politiques soient nourris par leurs familles. Chaque jour, les queues se forment aux portes de prisons, les parents apportant la nourriture du jour.

Encore faut-il que la famille puisse nourrir celui qui est en prison. C'est un drame pour deux raisons: La répression frappe souvent indistinctement des familles entières. Dans une famille pauvre il est extrêmement difficile aux rescapés qui ont déjà du mal à se nourrir eux-même de trouver chaque jour de quoi nourrir les leurs qui sont en prison. On parle beaucoup de famine en Ethiopie. Sait-on que la famine sévit aussi dans les prisons éthiopiennes et chez les familles des détenus?

Il est vrai que la communauté internationale condamne régulièrement le régime éthiopien pour les violations flagrantes et massive des Droits de l'Homme. Ces actions de dénonciation se réduisent, malheureusement, à des campagnes sporadiques au gré de violations spectaculaires et d'excès flagrants. Mais tous ceux qui s'occupent de ce problème savent que la misère et l'agonie de ces milliers de victimes sont quotidiennes et qu'elles continuent même lorsque les violations ne font plus la "une" des journaux. On ne peut pas éternellement dénoncer un régime sans s'occuper du sort de ses victimes. Il est bon de faire campagne pour la libération des prisonniers et pour le respect des Droits de l'Homme. Mais ce combat ne peut pas ignorer l'autre volet de l'action de solidarité humaine qu'est le secours quotidien. Des gens se battent dans des conditions inouïes pour aider tous ceux qui ont besoin de soutien et de réconfort. Le devoir des hommes et des femmes qui se sentent concernés par ce problème est aussi de les épauler dans l'accomplissement de ces tâches humanitaires. Il ne faut pas que la communauté internationale donne l'impression d'ignorer les cris, les pleurs et l'angoisse de ces milliers de sinistrés qui se maintiennent difficilement à la limite de la survie.